

# OMC, subsides, lait...

Un des objectifs importants de Défis Sud est d'informer les partenaires de SOS Faim, dont les réseaux forment l'essentiel de notre lectorat dans l'hémisphère sud, de l'évolution des actualités paysannes à travers le monde. L'agriculture, en effet, est une question importante pour les générations futures. Vous pouvez également contribuer à la réalisation de cette rubrique en envoyant vos informations paysannes à la rédaction de Défis Sud ([d.sud@sosfaim.be](mailto:d.sud@sosfaim.be)) Les informations retenues seront publiées sur le site de SOS Faim ([www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)).

## ► Vous avez dit OMC ?

Il fallait s'y attendre, avec la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong-Kong du 13 au 18 décembre, les communiqués et prises de position diverses ont inondé la rédaction de Défis Sud. « *Les agriculteurs doivent se faire entendre !* ». Voilà ce qu'ont souligné les dirigeants agricoles africains lors de leur rencontre à Tunis (Tunisie) du 7 au 9 septembre, à l'occasion de la réunion du Comité des agriculteurs africains de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA). Du côté des Ministres du Commerce de l'Union africaine, réunis fin novembre à Arusha (Tanzanie) pour préparer un position commune à Hong-Kong, on s'est préoccupé de l'absence de flexibilité des USA et de l'Union européenne face à la question des subsides aux agricultures du Nord. Dans les colonnes du *Financial Times* du 15 novembre 2005, quelque 150 personnalités et mouvements sociaux du monde entier (dont plus de la moitié du tiers monde) adressaient une lettre ouverte « *aux gouvernements qui vont se réunir à Hong-Kong pour un énième sommet de l'OMC, un énième bras de fer Nord-Sud autour de la libéralisation/marchandisation intégrale des économies de tous les pays du monde.* » Le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, jamais en reste d'une sortie médiatique, a dit tout haut, vendredi 11 novembre, sur les ondes de la BBC, ce que nombre d'experts pensaient déjà tout bas: « *Vous n'aurez pas d'accord à Hongkong en décembre, non.* » Et la Déclaration commune publié au terme de la marche des paysans norvégiens, au mois de juillet, commençait en ces termes : « *Nous, les soussignés, exprimons de fortes inquiétudes quant aux négociations actuelles de l'OMC dont le but est de trouver un accord sur les modalités agricoles à Hong-Kong, en décembre 2005.* »

Défis Sud a choisi de mettre l'emphase sur la déclaration du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), qui s'était déjà fait remarquer au mois de juillet par son « *message au premier ministre Tony Blair et aux membres du G8* ». Cette fois-ci le ROPPA mobilise les organisations paysannes ouest-africaines. « *La faim n'est pas une fatalité, l'Afrique est capable de se nourrir elle-même !* » rappellent les millions de paysans regroupés au sein du ROPPA. A la veille de la réunion à Hong-Kong, le ROPPA s'est déclaré très inquiet de la tournure que prennent les négociations commerciales internationales. « *Depuis la création de l'OMC, l'Afrique est devenue importatrice nette de produits alimentaires. Ceci a des conséquences terribles pour le revenu des producteurs, qui représentent encore plus de la moitié de la population de la région ouest-africaine. Comble des paradoxes, à cause de la baisse des prix des produits agricoles qui a considérablement réduit leurs revenus, ils sont les premiers à souffrir de la faim !* », a expliqué NDiogou Fall, président du ROPPA.

Selon le ROPPA, les négociations de l'OMC doivent changer de direction, pour permettre de concevoir et de mettre en œuvre des mécanismes de régulation des marchés agricoles internationaux et de gestion de l'offre des produits agricoles. « *La pauvreté et la faim ne disparaîtront pas de nos pays, si nous-mêmes, nos produits et notre métier ne jouissent pas de mesures appropriées de soutien et de protection de la part de nos gouvernements* », a indiqué NDiogou Fall.

A l'inverse de la libéralisation des échanges agricoles mondiaux prônée dans la négociation actuelle, le ROPPA demande la mise en place d'une politique agricole ouest-africaine reprenant les mesures de soutien, de maîtrise

de l'offre et de protection qui ont, entre autres, permis à l'Europe de devenir autosuffisante (en alimentation) au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le président du ROPPA insiste : « *Les rares mesures de protection obtenues par les paysans africains, sur la pomme de terre ou le poulet, ont montré toute leur efficacité pour augmenter les emplois, les revenus et améliorer les conditions de vie des familles rurales. Si les négociateurs veulent réellement promouvoir le développement des plus pauvres, pourquoi accélèrent-ils les négociations vers l'impasse libérale au lieu de favoriser ce qui marche vraiment sur le terrain ?* ».

Comme lors de la conférence interministérielle à Cancun en 2003, le ROPPA a envoyé une délégation de 3 personnes à la rencontre de l'OMC à Hong-Kong. Ils ont rejoint les représentants de dizaine de millions de paysans de tous les continents, signataires d'une proposition commune sur des politiques agricoles et commerciales solidaires.

**Appel de Chapeco, Brésil 2005, visible sur [www.dakar-declaration.org](http://www.dakar-declaration.org)**

### ► **Petit questionnaire pour comprendre la question des subventions**

C'est bien connu, pour démêler une matière aussi complexe et technocratique que la polémique à propos des subventions que les pays du Nord accordent à leurs agriculteurs, rien de tel qu'un peu de pédagogie. La Confédération paysanne européenne a très bien figolé un petit exercice didactique publié dans son récent rapport intitulé : « *PAC, OMC, dumping, développement, Souveraineté alimentaire, Quelles sont les conditions de légitimité du soutien public en agriculture ?* ». Cela donne ceci :

#### **1. Souhaitez – vous que l'Union Européenne produise une part significative de votre alimentation ?**

- Si non, ne faites rien: l'UE est sur la bonne voie.
- Si oui, allez à la question 2.

#### **2. Souhaitez-vous que la production européenne se fasse dans des usines agricoles, sans paysans ?**

- Si oui, ne vous inquiétez pas: l'UE a déjà beaucoup d'usines agricoles, qui auront juste besoin de fonds publics pour être "compétitives" vis-à-vis d'importations en provenance de pays moins chers.
- Si non, allez à la question 3.

#### **3. Si les européens veulent maintenir des fermes paysannes**

- Pour la sécurité alimentaire de l'Europe,
- Pour leur rôle multifonctionnel dans la société,

**Quelles conditions l'UE doit-elle remplir dans sa politique agricole et commerciale ?**

**Réponse n°1 :** Si nous voulons maintenir des fermes paysannes en Europe, nous devons donner aux autres pays ce même droit: cela signifie que l'UE doit interdire toute formes de dumping, y compris les nouvelles formes « blanches » dans l'accord OMC.

Cinq autres réponses viennent étayer cette question très claire. Nous vous conseillons de contacter la CPE pour les découvrir en même temps que le rapport complet.

**CPE : rue Sablonnière 18-1000 Bruxelles tel: 32 22173112. [www.cpefarmers.org](http://www.cpefarmers.org)**

### ► **Révolution blanche ?**

« *La révolution blanche est-elle possible au Burkina Faso, et plus largement en Afrique de l'Ouest ?* » C'est le titre d'une étude commandée par MISEREOR (Oeuvre de l'Eglise catholique d'Allemagne pour la Coopération au Développement) au Père Maurice Oudet, et publiée en juillet 2005. Le Père Oudet a analysé dans le détail le secteur laitier ainsi que les conséquences des importations de lait sur la production locale et sur la sécurité alimentaire.

Ses conclusions sont limpides : « *les prix des produits agricoles du marché mondial n'ayant rien à voir avec les coûts de production, accentuer le libre-échange entre les pays riches et les pays pauvres, c'est condamner les éleveurs et les agriculteurs à la misère. Il suffit de se rendre dans une boutique d'alimentation générale d'un pays d'Afrique de l'Ouest pour se rendre compte que le libre-échange, ça ne marche pas pour les paysans des pays pauvres. Les pays les plus forts bradent leurs produits auprès des populations urbaines de ces pays. S'il y a peu de produits africains épargnés, le lait demande certainement une attention particulière. Si les pays d'Afrique de l'Ouest devaient exercer leur droit de souveraineté alimentaire sur un seul produit, il faudrait choisir le lait. En effet, promouvoir la filière lait au profit des éleveurs traditionnels est sans doute le seul moyen de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs, et à terme d'éviter le génocide des Peuls. Promouvoir la filière lait, c'est aider les éleveurs traditionnels à passer d'un élevage extensif qui demande de grands espaces (or, avec la croissance démographique, ces espaces ont disparu) à un élevage plus productif, plus intensif. Or cela n'est possible qu'en rendant le lait local concurrentiel par la suppression des subventions à l'exportation et par l'instauration, en Afrique de l'Ouest, de taxes à l'importation variables en fonction des prix du marché mondial.* »

**Plus d'informations sur : [www.misereor.org](http://www.misereor.org)**